ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des services publics et des Institutions scientifiques et culturelles nationales, le 21 septembre 1990, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "pris en exécution de l'article 7, de la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances, modifiée par les articles 305 et 306 de la loi-programme du 22 décembre 1989", a donné le 26 novembre 1990 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 21 september 1990 door de Minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "genomen in uitvoering van artikel 7, van de wet van 30 juli 1979 betreffende de preventie van brand en ontploffing en betreffende de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid in dergelijke gevallen, gewijzigd door de programmawet van 22 december 1989 ", heeft op 26 november 1990 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. La compétence de l'autorité nationale pour adopter l'arrêté en projet.

La compétence de l'autorité nationale pour rendre applicables les dispositions du chapitre II de la loi du 30 juillet 1979 à plusieurs des catégories d'établissements citées à l'article 1er doit être discutée.

Dans un avis L. 15.492/9 du 7 juin 1983 sur une proposition de décret du Conseil régional wallon relatif à la sécurité contre l'incendie des logements (1), le Conseil d'Etat s'était exprimé comme suit :

> "La protection et la lutte contre les incendies et les explosions est une matière en soi. Elle n'entre pas dans celles qui ont été attribuées à la compétence des Régions. Elle ne saurait, en particulier, être considérée comme une partie de la matière du "logement". Il n'est même pas concevable que l'on puisse en distraire la lutte contre les incendies et les explosions se produisant dans les logements, pour l'inclure ainsi, pour cette partie, dans la matière du logement. Tant la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile (spécialement les articles 9 et suivants) que la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances confirment l'unicité de la matière et le caractère arbitraire et irréaliste d'une conception qui attribuerait à des législateurs différents, d'une part, la lutte contre l'incendie et les explosions dans les logements et, d'autre part, la lutte contre ces mêmes catastrophes lorsqu'elles se produisent en d'autres lieux".

Par la suite, la Cour d'arbitrage a rendu plusieurs arrêts n'allant pas dans le même sens. Ainsi, la Cour d'arbitrage, dans ses arrêts n°s 40 et 41 des 15 et 29 octobre 1987, rendus en matière d'établissements d'hébergement pour personnes âgées, et dans son arrêt n° 49 du

---

(1) Doc. Conseil régional wallon, sess. 1983-1984, n° 60/1, annexe, p. 3.

10 mars 1988, rendu en matière d'immeubles destinés à l'habitation, a jugé que la politique en matière de prévention contre l'incendie dans les établissements et immeubles ayant ces destinations n'est pas demeurée totalement nationale (1).

Selon la Cour, la répartition des compétences s'opère de la manière suivante :

> "Si l'autorité nationale est compétente pour édicter des normes de base en matière de protection contre l'incendie, à savoir des normes communes à une catégorie de constructions sans que soit prise en compte leur destination, les Régions (ou les Communautés) sont compétentes pour régler les aspects de la protection contre l'incendie (de la sécurité) qui sont spécifiques aux immeubles destinés en ordre principal à l'habitation (aux établissements destinés aux personnes âgées), c'est-à-dire pour adapter et compléter les normes nationales de base, sans mettre celles-ci en péril.
>
> Les Régions (ou les Communautés) sont, en outre, compétentes pour appliquer toutes les normes en matière de protection contre l'incendie (de sécurité), y compris les normes nationales (...)".

Le 25 mars 1988, le ministre de l'Intérieur saisissait la section de législation d'un projet d'arrêté royal pris en exécution de la disposition qui formait, à

---

(1) Voir aussi les arrêts n° 25 du 26 juin 1986, n° 66 du 30 juin 1988 et n° 67 du 9 novembre 1988.

l’époque, l’article 2, § 2, de la loi précitée du 30 juillet 1979 : étaient ainsi déterminées, les catégories d’établissements auxquelles étaient rendues applicables les dispositions du chapitre Ier de ladite loi, qui a trait à la prévention des incendies et des explosions - en particulier l’article 3, qui, à l’époque, habilitait le Roi à arrêter les mesures de sécurité à prendre pour chacune de ces catégories d’établissements -; étaient aussi désignées, les personnes auxquelles il incomberait de prendre les mesures

imposées en vertu des dispositions du chapitre Ier de la loi (1).

Les catégories d'établissements visées étaient déterminées à l'article 1er du projet, qui comportait l'énumération suivante :

"1° maisons de repos pour personnes âgées;

2° entreprises d'hébergement;

3° stades sportifs;

4° dancings, discothèques et tous les lieux publics où l'on danse;

5° salles d'exposition et de foires commerciales;

6° installations, même provisoires, telles que les champs de foire, les cirques et les tentes;

7° salles polyvalentes, salles de sports, salles de réunions et salles de fêtes;

(1) Les articles 2 et 3 de la loi du 30 juillet 1979 ont, depuis lors, été remplacés par la loi du 22 mai 1990.

8° restaurants et friteries;

9° galeries commerçantes;

10° magasins pour la vente au détail dont les locaux de vente et les locaux attenant à ceux-ci et servant de dépôts de marchandises ont une surface totale d'au moins 1.000 m² et ne dépassant pas les 2.000 m²;

11° débits de boissons;

12° structures gonflables".

Après avoir constaté que la destination de tout ou partie des établissements visés aux 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6° et 7° de l'article 1er en projet correspondait à des activités qui ressortissent de la compétence des Communautés

et des Régions, le Conseil d'Etat se prononçait dans les termes suivants (1) :

> "Il suit des arrêts précités (de la Cour d'arbitrage) "que, pour les matières où la politique de protection contre l'incendie a cessé d'être purement nationale - et dans les limites de la compétence territoriale des Communautés et des Régions -, les autorités nationales ont seulement conservé le pouvoir d'arrêter des règles générales de protection contre l'incendie et que ces règles générales ne peuvent être fixées en ayant égard à la destination particulière des constructions".

---

(1) avis L. 18.538/2 du 30 mai 1988 donné à la demande du ministre de l'Intérieur, sur un projet d'arrêté royal pris en exécution de l'article 2, § 2, de la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans les mêmes circonstances.

L'application de cette jurisprudence au présent projet conduit à la conclusion que l'article 1er méconnaît doublement les règles répartitrices de compétences entre l'Etat, les Régions et les Communautés.

D'abord, il confère au Roi le pouvoir illimité de fixer des mesures de sécurité pour des établissements destinés à être le cadre d'activités qui ressortissent des compétences des Communautés et des Régions. Ensuite, on n'aperçoit pas comment il serait pratiquement possible à l'autorité nationale de rester dans les limites de leur compétence normative, à savoir fixer des normes communes à une catégorie de constructions sans que soit prise en compte leur destination, alors que la plupart des établissements énumérés à l'article 1er ont une destination bien spécifique (1)".

Doit-on soutenir, dans la foulée des arrêts de la Cour d'arbitrage, que, dans la mesure où il rend applicables les dispositions du chapitre II de la loi du 30 juillet 1979 à des établissements dont la destination correspond à des activités ou à des matières ressortissant à la compétence

(1) Citons, à titre d'exception, les tentes, les salles polyvalentes, les structures gonflables.

des Communautés (1) ou des Régions (2), le projet d'arrêté règle des aspects de la sécurité qui sont spécifiques à ces établissements et empiète, dès lors, sur les compétences respectives des Communautés et des Régions ?

Une réponse positive pourrait être apportée : ne doit-on pas dire que la définition des établissements soumis à un régime de responsabilité objective et d'assurance obligatoire de la responsabilité en cas d'incendie ou d'explosion relève des aspects de la politique de sécurité et plus particulièrement de la protection contre les incendies ou les explosions, qui sont propres à de tels établissements ? Ainsi, concernant les entreprises hôtelières, ne s'agit-il pas, pour paraphraser un passage de l'arrêt de la Cour d'arbitrage, n° 25 du 26 juin 1986, de régler un aspect déterminant pour la qualité de l'industrie hôtelière et qui a pour objet la protection des touristes ?

Il semble toutefois que la thèse de la compétence nationale pour régler la matière visée par le projet doit l'emporter pour les raisons suivantes :

1. La jurisprudence de la Cour d'arbitrage qui a été rappelée a trait aux normes de sécurité ou de protection contre l'incendie. Elle distingue l'énonciation de normes de base - de compétence nationale - et de normes spécifiques - de compétence communautaire ou régionale, selon le cas - adaptant et complétant les premières.

---

(1) Voir tout ou partie des catégories d'établissements indiquées à l'article 1er, 1°, 3°, 5°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 14°, 15°, 18°, 20° et 21° du projet.

(2) Voir l'article 1er, 23° du projet.

Dans l'hypothèse du projet d'arrêté aujourd'hui soumis à la section de législation, il ne s'agit plus de l'énonciation de normes de sécurité contre l'incendie, mais de l'instauration de règles ayant trait à la responsabilité et à l'assurance, qui ne sont pas aussi aisément divisibles en règles de base et en règles spécifiques.

2. Le rapport entre la compétence des Communautés et des Régions pour établir le régime juridique (d'agrément, de subsidiation, ...) applicable à des activités se déroulant dans des installations déterminées et l'énonciation de normes de protection contre des incendies ou des explosions survenant dans ces installations paraît beaucoup plus direct que le rapport entre la compétence communautaire ou régionale pour établir le régime juridique indiqué et l'organisation des règles de responsabilité et de couverture de celle-ci pour les dommages causés par les incendies et les explosions.

Certes, la protection, par exemple, des touristes ou des sportifs fréquentant des installations déterminées sera mieux garantie si le projet d'arrêté est d'application : mais cette protection est plus indirecte que dans le cas de normes de sécurité; en outre, il s'agit plutôt de garantir leur protection juridique en cas de dommage causé par un incendie ou une explosion, que de garantir leur protection matérielle contre les incendies et les explosions.

3. Une autre différence entre le projet d'arrêté royal qui a donné lieu à l'avis L. 18.538/2 et le projet d'arrêté royal aujourd'hui soumis à la section de législation est la suivante. Le premier projet avait en fait pour principal objet de définir le champ d'application de la

disposition qui formait, à l'époque , l'article 3 de la loi du 30 juillet 1979. Le paragraphe 1er, alinéa 1er, de cette disposition était rédigé comme suit :

> "Le Roi arrête, sur la proposition du ministre de l'Intérieur, les mesures de sécurité à prendre pour chaque catégorie d'établissements".

Le projet d'arrêté royal déterminait ainsi la liste des établissements à soumettre à des règles spécifiques de sécurité, ce qui, pour certains établissements, empiétait sur la compétence des Communautés et des Régions.

Le projet d'arrêté aujourd'hui soumis à la section de législation détermine le champ d'application de règles non plus spécifiques à chaque catégorie d'établissements, mais communes à plusieurs d'entre elles. Compétent pour organiser un régime de responsabilité et d'assurance applicable à plusieurs catégories d'établissements, l'Etat l'est aussi pour définir les catégories soumises à ce régime.

4. Il ne faut pas perdre de vue que l'autorité nationale est seule compétente pour le droit de l'assurance (article 6, § 1er, VI, alinéa 5, 2° de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988). On ne peut pas, dès lors, exclure sa compétence pour déterminer les catégories d'établissements soumises à un régime particulier d'assurance.

5. Les arrêts de la Cour d'arbitrage qui ont affirmé le principe de la compétence des Communautés pour édicter des règles spécifiques en matière de sécurité dans les établissements dont la destination correspond à des activités ressortissant à la compétence communautaire, ont justifié cette solution par l'idée de la protection des personnes qui fréquentent ces établissements (les touristes, les personnes hébergées dans une maison de repos, ...). Or, le cercle des personnes que tend à protéger le chapitre II de la loi du 30 juillet 1979 est plus large que celui du public qui fréquente les établissements auxquels ce chapitre

s’applique : il s’agit des "tiers" (article 8, alinéa 1er, de la loi), notion qui englobe les membres du personnel des établissements ainsi que les voisins de ceux-ci (1).

II. La portée de l’arrêté en projet.

(1) Lors de la discussion du projet de loi, un amendement visant à limiter la responsabilité aux dommages causés à des tiers se trouvant occasionnellement dans l’enceinte des bâtiments visés, a été retiré par son auteur, sans que celui-ci n’ait été contredit lorsqu’il affirmait que le texte en projet tendait à assurer la protection de tous les tiers et non seulement des personnes se trouvant occasionnellement dans l’enceinte (Doc. Chambre, sess. 1977-1978, n° 465/2, pp. 4-5).

L’arrêté en projet se borne, pour l’essentiel à exécuter l’article 7, § 2, de la loi du 30 juillet 1979 (1). Par lui-même, il ne suffit pas à permettre l’application du chapitre II de la loi, puisque diverses mesures d’exécution restent à prendre pour assurer l’application de l’article 8, alinéas 2, 4 et 8 de la loi du 30 juillet 1979 et de l’article 8bis, §§ 8 et 9 de la même loi, inséré par la loi du 22 décembre 1989.

*

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Intitulé.

L’intitulé serait mieux rédigé comme suit :

"Arrêté royal concernant les établissements soumis au chapitre II de la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu’à l’assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances".

Préambule.

---

(1) En outre, l’article 4 de l’arrêté en projet désigne, en vertu de l’article 8, alinéa 5, de la loi, les personnes morales de droit public dispensées de l’obligation de souscrire un contrat d’assurance.

Au premier alinéa, il convient de viser, outre l'article 7, l'article 8 de la loi du 30 juillet 1979. En outre, dans le texte néerlandais, il faudrait écrire "de wet".

Par ailleurs, il n'y a pas lieu de viser l'avis du Conseil supérieur de sécurité contre l'incendie et l'explosion, non requis pour l'exécution du chapitre II de la loi du 30 juillet 1979; il faut donc l'omettre.

Dispositif.

Article 1er.

Le texte néerlandais des 4°, 15°, 17° et 24° devrait être adapté ainsi qu'il est proposé dans la partie néerlandaise du présent avis.

Au 16°, il y aurait lieu de préciser la notion de "structures gonflables".

Au 22°, il faut écrire : " ... les immeubles de bureaux ...".

Au 23°, il convient de préciser s'il s'agit de stations de métro uniquement ou de l'ensemble des installations du métro.

Au 25°, il faut écrire : " ... les bâtiments affectés aux cours et tribunaux".

Article 2.

En rendant applicables aux établissements qui sont occasionnellement utilisés avec la même destination que les établissements visés à l'article 1er les dispositions du chapitre II de la loi du 30 juillet 1979, le Roi excède les pouvoirs qui lui ont été conférés par l'article 7 de cette même loi, suivant lequel les dispositions du chapitre II peuvent être rendues applicables à tous les établissements qui sont "habituellement" accessibles au public. Ce dépassement de l'habilitation se justifie d'autant moins que les dispositions du chapitre II de la loi du 30 juillet 1979 dérogent au droit commun et doivent, dès lors, être interprétées limitativement.

Articles 3 et 4.

Aux termes de l'article 7, § 2, de la loi du 30 juillet 1979, il appartient au Roi de désigner les personnes physiques ou morales auxquelles incombent les obligations imposées en vertu du chapitre II de la loi.

L'article 3 de l'arrêté en projet désigne à cet effet "l'exploitant" des établissements visés à l'article 1er.

La notion "d'exploitant" ne paraît pas adéquate pour les établissements d'enseignement et de formation professionnelle, pour les immeubles de bureaux, les établissements des cultes et pour les bâtiments occupés par les cours et tribunaux.

In het geval van het thans aan de afdeling wetgeving voorgelegde ontwerp-besluit, gaat het er niet meer om normen inzake brandbeveiliging te stellen, doch regels in te voeren die betrekking hebben op aansprakelijkheid en verzekering, die niet zo gemakkelijk kunnen worden opgesplitst in basisregels en specifieke regels.

2. Tussen de bevoegdheid van de Gemeenschappen en de Gewesten om de rechtsregeling (inzake erkenning, subsidiëring, ...) vast te stellen die van toepassing is op activiteiten die plaatshebben in bepaalde inrichtingen en het uitvaardigen van normen voor de beveiliging tegen brand of ontploffingen in die inrichtingen, blijkt een veel directer verband te bestaan dan tussen de bevoegdheid van de Gemeenschappen en de Gewesten om de genoemde rechtsregeling vast te stellen en het bepalen van de voorschriften inzake aansprakelijkheid en de verzekering hiervan voor de schade die wordt veroorzaakt door branden en ontploffingen.

De bescherming van bijvoorbeeld de toeristen of de sportlui die bepaalde inrichtingen plegen te bezoeken, zal weliswaar beter zijn als het ontwerp van besluit van toepassing is, maar die bescherming is indirecter dan in het geval van veiligheidsnormen; bovendien is het er veeleer om te doen hun juridische bescherming te garanderen in geval van schade veroorzaakt door een brand of een ontploffing, dan te zorgen voor hun materiële bescherming tegen brand of ontploffingen.

3. Er is nog een ander verschil tussen het ontwerp van koninklijk besluit dat aanleiding heeft gegeven tot advies L. 18.538/2 en het ontwerp van koninklijk besluit dat nu aan de afdeling wetgeving wordt voorgelegd. Het eerste ontwerp had in feite tot hoofddoel de werkingssfeer vast te leggen van de bepaling die toen artikel 3 van de wet van

30 juli 1979 vormde. Paragraaf 1, eerste lid, van die bepaling luidde als volgt :

> "De Koning stelt, op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken, de veiligheidsmaatregelen vast die voor elke categorie van inrichtingen moeten worden genomen".

Zo stelde het ontwerp van koninklijk besluit de lijst van de inrichtingen vast waarvoor specifieke veiligheidsvoorschriften moesten gelden, wat voor sommige inrichtingen een inbreuk was op de bevoegdheid van de Gemeenschappen en de Gewesten. Het ontwerp van besluit dat nu aan de afdeling wetgeving wordt voorgelegd, bepaalt de werkingssfeer van voorschriften die niet meer specifiek zijn voor elke categorie van inrichtingen, maar gemeenschappelijk zijn voor verscheidene van die categorieën. De Staat, die bevoegd is om een regeling inzake aansprakelijkheid en verzekering vast te stellen die van toepassing is op verscheidene categorieën van inrichtingen, is ook bevoegd om te bepalen welke categorieën onder die regeling vallen.

4. Men mag niet vergeten dat alleen de nationale overheid bevoegd is voor het verzekeringsrecht (artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988). Bijgevolg kan haar bevoegdheid om te bepalen welke categorieën van inrichtingen onder een bijzondere verzekeringsregeling vallen, niet worden uitgesloten.

5. In de arresten van het Arbitragehof die het beginsel hebben bevestigd volgens hetwelk de Gemeenschappen bevoegd zijn om specifieke voorschriften uit te vaardigen inzake veiligheid in de inrichtingen waarvan de bestemming overeenstemt met activiteiten die onder de bevoegdheid van de Gemeenschappen ressorteren, is die oplossing gerechtvaardigd door het idee van de bescherming van de personen die deze inrichtingen plegen te bezoeken (de toeristen, de personen die opgenomen zijn in een rusthuis, ...). Nu is de groep van personen die men met hoofdstuk II van de wet van 30 juli 1979 wil beschermen, groter dan de groep van het publiek dat de inrichtingen pleegt te bezoeken waarop dat hoofdstuk van toepassing is : het zijn de "derden" (arti-

kel 8, eerste lid, van de wet), welk begrip de personeelsleden en de bureau van de inrichtingen omvat (1).

II. De strekking van het ontworpen besluit.

(1) Tijdens de bespreking van het wetsontwerp is een amendement om de aansprakelijkheid te beperken tot de schade veroorzaakt aan derden die zich toevallig binnen de muren van de bedoelde gebouwen bevinden, door de initiatiefnemer ervan ingetrokken, zonder dat deze is tegengesproken toen hij stelde dat de ontworpen tekst bedoeld was om te zorgen voor de bescherming van alle derden en niet alleen van de personen die zich toevallig binnen de muren bevinden (Gedr. St., zitting 1977-1978, nr. 465/2, blz. 4-5).

Het ontworpen besluit is in hoofdzaak slechts een uitvoering van artikel 7, § 2, van de wet van 30 juli 1979 (1). Op zich is het besluit niet voldoende om de toepassing van hoofdstuk II van de wet mogelijk te maken omdat nog verschillende uitvoeringsmaatregelen moeten worden genomen om te zorgen voor de toepassing van artikel 8, tweede, vierde en achtste lid, van de wet van 30 juli 1979 en van artikel 8bis, §§ 8 en 9, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 22 december 1989.

*

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Opschrift.

Het opschrift zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Koninklijk besluit betreffende de inrichtingen die onder de toepassing vallen van hoofdstuk II van de wet van 30 juli 1979 betreffende de preventie van brand en ontploffing en betreffende de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid in dergelijke gevallen".

Aanhef.

---

(1) Bovendien worden in artikel 4 van het ontworpen besluit, krachtens artikel 8, vijfde lid, van de wet, de publiekrechtelijke rechtspersonen aangewezen die ontslagen worden van de verplichting om een verzekeringscontract te sluiten.

In het eerste lid dient behalve naar artikel 7 ook naar artikel 8 van de wet van 30 juli 1979 te worden verwezen. Bovendien schrijve men "de wet".

Bovendien is er geen reden om melding te maken van het advies van de Hoge Raad voor beveiliging tegen brand en ontploffing, dat niet vereist is voor de uitvoering van hoofdstuk II van de wet van 30 juli 1979; het dient dus te vervallen.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

De Nederlandse tekst van punt 4° zou beter worden geredigeerd als volgt : "... wanneer de verkoopruimte en de aanpalende opslagruimte, een totale ...".

In punt 15° schrijve men "kermisinstallaties" in plaats van "foorinstellingen".

In punt 16° zou het begrip "opblaasbare struktu-ren" nader moeten worden bepaald.

In punt 17° schrijve men : "... gelijk is aan of groter dan ...".

In punt 22° schrijve men : "... de kantoorgebou-wen ...".

In punt 23° dient nader te worden bepaald of het enkel om metrostations dan wel om het geheel van de metro-installaties gaat.

In punt 24° schrijve men : "de gebouwen voor de uitoefening van erediensten ...".

In punt 25° schrijve men : "de gebouwen van de hoven en rechtbanken".

Artikel 2.

Door de bepalingen van hoofdstuk II van de wet van 30 juli 1979 toepasselijk te verklaren op de inrichtingen die occasioneel worden gebruikt met dezelfde bestemming als de in artikel 1 bedoelde inrichtingen, overschrijdt de Koning de bevoegdheden die hem zijn verleend bij artikel 7 van diezelfde wet, volgens hetwelk de bepalingen van hoofdstuk II toepasselijk kunnen worden verklaard op alle inrichtingen die "gewoonlijk" voor het publiek toegankelijk zijn. Die overschrijding van de machtiging is des te minder verantwoord omdat de bepalingen van hoofdstuk II van de wet van 30 juli 1979 afwijken van het gemene recht en bijgevolg beperkend moeten worden geïnterpreteerd.

Artikelen 3 en 4.

Luidens artikel 7, § 2, van de wet van 30 juli 1979 is het aan de Koning om de natuurlijke personen of de rechtspersonen aan te wijzen die de krachtens hoofdstuk II van de wet opgelegde verplichtingen moeten nakomen.

Artikel 3 van het ontworpen besluit wijst daartoe de "uitbater" aan van de in artikel 1 bedoelde inrichtingen.

Het begrip "uitbater" lijkt niet geschikt voor de inrichtingen voor onderwijs en beroepsopleiding, de kantoorgebouwen, de gebouwen voor de uitoefening van erediensten en de gebouwen van de hoven en rechtbanken.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs : de Heren :	J.-J. STRYCKMANS,	président de chambre, kamervoorzitter,
	C.-L. CLOSSET,	président de chambre, kamervoorzitter,
	M. LEROY,	conseiller d'Etat, staatsraad,
	C. DESCHAMPS,	assesseurs de la section de législation,
	P. GOTHOT,	assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame : Mevrouw :	J. GIELISSEN,	greffier assumé, toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur adjoint.

La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. DEROUAUX, référendaire.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, adjunct-auditeur.

De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. B. DEROUAUX, referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.